

LE COMLOT MONDIAL DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Dénoncé par THE LANCET après **trois ans d'enquête**, des dessous pas très reluisants de l'industrie alimentaire.

Relayé par Frédéric Soumois dans le Journal Le Soir en Belgique, The Lancet dénonce la course au profit, au prix de la santé de millions de personnes, qui meurent d'avoir trop ou insuffisamment mangé.

Le chiffre est éloquent : deux mille milliards par an. Quatre millions de morts par an.

C'est une analyse de 60 pages, ultra documentée, ayant nécessité l'intervention de 43 experts de 14 pays qui désigne les grandes multinationales agro-alimentaires.

Elles pillent la terre, avec pour objectif le profit, en nourrissant très mal la moitié de la planète, tout en laissant malnutris ou mourant de faim près de trois milliards d'humains.

Ces chiffres inimaginables et scandaleux sont pourtant vrais, et inacceptables.

Ces experts désignent cette Syndémie mondiale comme la plus grande menace pour la santé humaine planétaire. Ils ajoutent : « au cours des vingt dernières années, et malgré la croissance, la dénutrition diminue trop lentement pour atteindre les objectifs mondiaux, aucun pays n'a inversé son épidémie d'obésité et les mesures politiques globales pour contrer la menace du changement climatique ont à peine commencé ». Les personnes obèses décèdent prématurément à cause de maladies cardio-vasculaires, de cancers gastro-intestinaux ou du diabète.

Quelques chiffres : 815 millions d'êtres humains souffrent de la faim. 2 Milliards sont victimes de malnutrition. Manque de diversité alimentaire, absence de micronutriments essentiels, carences en fer, iode, vitamines A ou C . En Afrique et en Asie, l'estimation des pertes économiques qui y sont liées varie entre 4 et 11% du PIB. Quant au changement climatique il aura dans les années qui viennent des conséquences économiques considérables, variant de 5 à 10 % du PIB dicit Olivier de Schutter, professeur à l'UCL de Louvain et un des 43 experts cosignant ce rapport.

« Obésité, malnutrition et changement climatique sont inter-reliés. Ils ne sont en définitive que les conséquences visibles, ou les symptômes, de certains choix de société. Dans la terminologie médicale, une syndémie est un ensemble de problèmes de santé inter-reliés qui affectent l'individu, et qui se renforcent mutuellement ; le terme désigne des défis majeurs que nos sociétés affrontent, mais que l'on peut faire remonter à des causes communes et qu'il est donc plus efficace de traiter ensemble » .

« Nos régimes alimentaires sont profondément formatés par un environnement alimentaire qui, notamment par la publicité qui nous cible, fait passer l'augmentation des profits du secteur de l'industrie de l'agroalimentaire au dessus de la santé des populations : le marketing de

boissons sucrées, de confiseries et de snacks vers les enfants et les adolescents, en constitue la face la plus scandaleuse. Les mesures que nous devons prendre d'urgence pour atténuer les ruptures climatiques sont retardées, voire arrêtées, par les acteurs économiques qui y voient une menace pour leur compétitivité et continuent de faire passer la maximisation des profits devant l'intérêt des générations futures » . Plaide Olivier De Schutter.

Copiée sur la convention-cadre de l'OMS sur le tabac, une convention-cadre sur les systèmes alimentaires (CCSA) exclurait explicitement l'industrie alimentaire de l'élaboration de politiques.

« Bien que la nourriture diffère clairement du tabac, du fait de sa nécessité au soutien de la vie humaine, les aliments et les boissons malsains ne le sont pas. Les similitudes avec Big Tobacco résident dans les dommages que ces sociétés occasionnent et dans les comportements des sociétés qui en bénéficient. Une convention-cadre sur les systèmes alimentaires aiderait les pays individuellement à se défendre contre les intérêts commerciaux, réorienterait les vastes subventions qui bénéficient actuellement aux industries malsaines et offrirait une transparence totale ». Explique le professeur William H. Dietz (Université Georges Washington)

Alors que Lord Eastleigh, Président de la Commission Diplomatique Consultative internationale, C.D.C.I. (Londres) préconise une législation interdisant les lobbys européens, et l'interdiction des publicités pour les produits alimentaires au cinéma et à la Télévision, ainsi que le retrait des machines distributrices de confiseries et boissons gazeuses dans les enceintes des lycées écoles et universités.

« Il faudrait réattribuer les 5 000 milliards actuellement affectés aux énergies fossiles et les grandes entreprises agricoles mondiales, vers des activités durables, saines et respectueuses de l'environnement. En outre un fond mondial d'un milliard de dollars doit être créé pour aider la société civile à plaider en faveur du changement pour briser des décennies d'inertie politique » préconisent les experts.

« Permettre aux décideurs politiques de travailler à l'abri de l'influence des lobbies, améliorer la transparence et la reddition des comptes de l'action publique, et favoriser les mécanismes de démocratie participative, c'est se donner les moyens d'avancer tout à la fois sur la santé, sur l'environnement et sur la justice sociale » explique Olivier de Schutter.

Il est certain que comme d'habitude on devra faire face à une opposition farouche des intérêts commerciaux, à l'absence de leadership politique, et à une demande sociale de changement insuffisante, empêchant toute action sur la syndémie globale, avec des taux croissants d'obésité, et d'émissions de gaz à effet de serre et des taux stagnants de sous-nutrition.

« La coexistence de l'obésité et du retard de croissance chez les mêmes enfants dans certains pays est un signe d'alerte urgent – et les deux seront exacerbés par le changement climatique » explique le docteur Richard Horton, rédacteur en chef de The Lancet .